

**Aujourd'hui vous vous présentez à un centre des finances publiques pour avoir des renseignements auprès des agents des finances publiques.**

Or, ce service de proximité est en danger au motif de réduction de la dépense publique (alors que la fraude fiscale est estimée à 60/80 milliards d'euros par an) ce qui se traduit dans notre administration par une volonté assumée de « désintoxiquer » l'usager du guichet et par la suppression des effectifs et une

ouverture au public plus limitée en termes d'horaires.

**Ce sont encore plus de 1800 emplois qui seront supprimés en 2017 s'ajoutant aux 2000 suppressions de 2016 dans notre administration.** La Direction Générale des Finances Publiques a perdu près 37 000 emplois en 13 ans, 224 dans notre département depuis 2009 ! La facture est lourde tant en termes de détérioration du service rendu qu'en termes de conditions de vie au travail des personnels.

## >>>>> Quelles conséquences ? <<<<<<

### Pour nous

Un accueil toujours très important :

- Plus de 16 millions de personnes en 2015 à nos guichets
- Plus de 8 millions d'appels téléphoniques
- Des conditions de travail dégradées
- Une pression toujours constante et un sentiment de ne pas aller au fond des dossiers et du conseil.

Plus de 600 trésoreries ont fermés depuis 2002 ! Dans notre département en 2016, la trésorerie d'Aigrefeuille a été fermée . De nombreuses concentrations de services sont intervenues. Les horaires de réception du public ont été diminués.

Développement à outrance de l'e-administration : télé-déclaration obligatoire, télé-paiement obligatoire, télé-correction, mise en place du Prélèvement à la source, ainsi que des centres d'appels téléphoniques dépersonnalisés.

### Pour vous

Des files d'attente qui s'allongent notamment durant la campagne Impôt sur le Revenu, les périodes des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière. Faute de personnel, vous avez des difficultés à nous joindre par téléphone, vous êtes confrontés à une écoute et une disponibilité qui se réduisent. Vous êtes renvoyé sur des centres distants ou on vous demande de prendre un rendez-vous... alors que les difficultés économiques et sociales sont là.

La disparition de trésoreries de proximité réduit l'accès au service public et à l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire.

La remise en cause de l'égalité de traitement entre les usagers pour ceux qui n'ont pas accès à internet et qui ne peuvent pas se déplacer. L'administration veut obliger tous les contribuables à déposer leurs déclarations et à payer par internet. Cela pose de nombreuses questions d'accès, d'assistance, de confidentialité, de sécurité des données personnelles.

Pour les agents des finances publiques, il n'est pas acceptable de réduire l'action publique et ses services alors que les citoyens ont besoin de ces derniers dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent. **C'est pourquoi nous exigeons le maintien des services publics de proximité qui répond à un besoin légitime de nos concitoyens.**

**ENSEMBLE,  
DÉFENDONS  
LE SERVICE PUBLIC !**